

LE CLIMAT SOCIO-ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC

Hiver 2001-2002

Sondage réalisé pour



Par la firme la firme de sondages BAROMÈTRE INC.

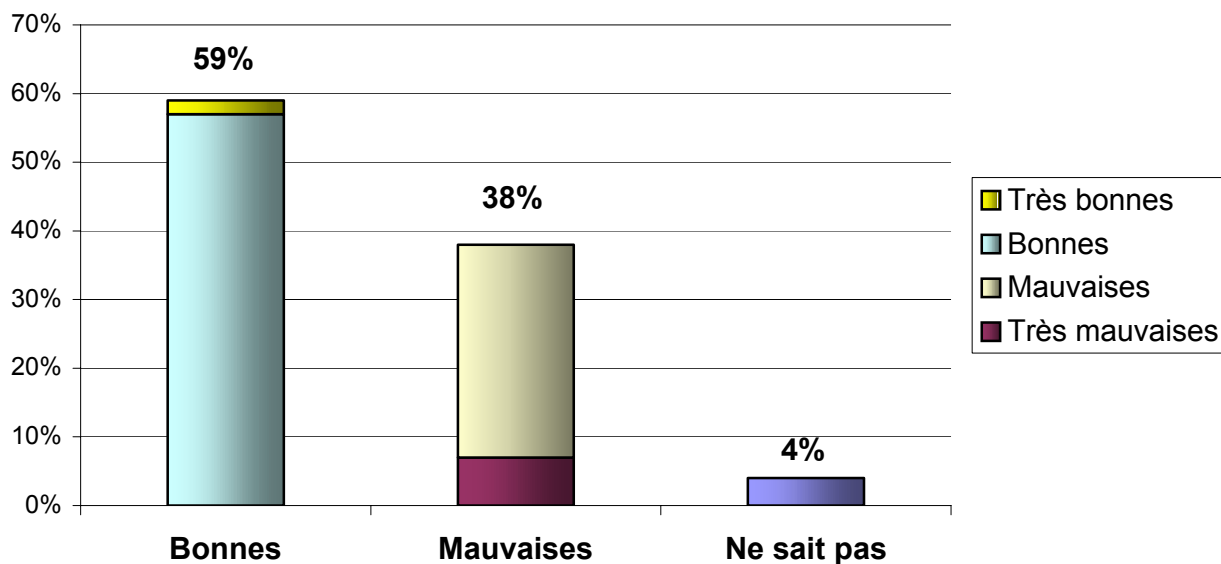
Mars 2002

MÉTHODOLOGIE

Méthodologie en bref : sondage téléphonique réalisé auprès de 504 Québécois adultes du 20 au 27 février 2002. Le taux de réponse obtenu est de 59,6 % et la marge d'erreur maximale pouvant affecter un sondage de cette taille est de 4,5 points de pourcentage. Les résultats ont été pondérés en fonction des dernières données de recensement disponible et sont représentatifs de l'opinion de l'ensemble de la population adulte du Québec.

CLIMAT ÉCONOMIQUE AU QUÉBEC

Présentement, diriez-vous que les conditions économiques au Québec sont... ? (n=504)

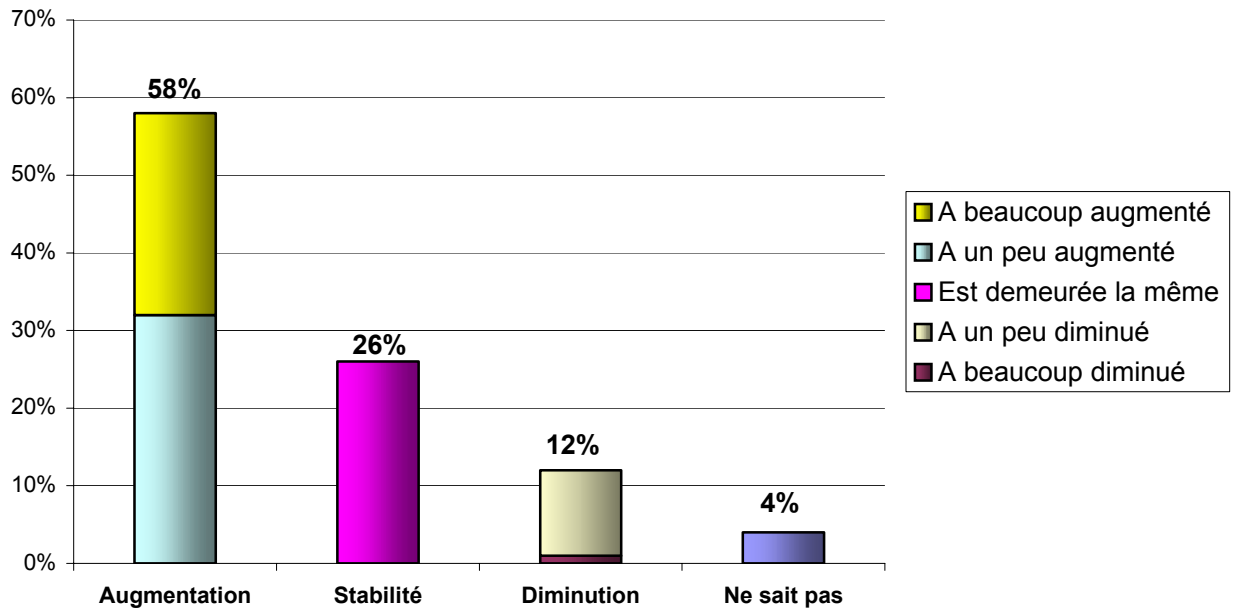


Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- Une majorité de Québécois (59 %) est d'avis que les conditions économiques sont très bonnes (2 %) ou bonnes (57 %).
- Certains sous-groupes se montrent plus positifs :
 - les gens plus scolarisés (71 %);
 - les gens ayant un meilleur revenu (75 %);
 - les hommes (67 %);
 - les gens de la région de Québec (70 %).

FARDEAU FISCAL

Quand vous pensez aux impôts que vous payez, diriez-vous que la portion de votre revenu qui va aux différents gouvernement... depuis les deux ou trois dernières années (n=372)

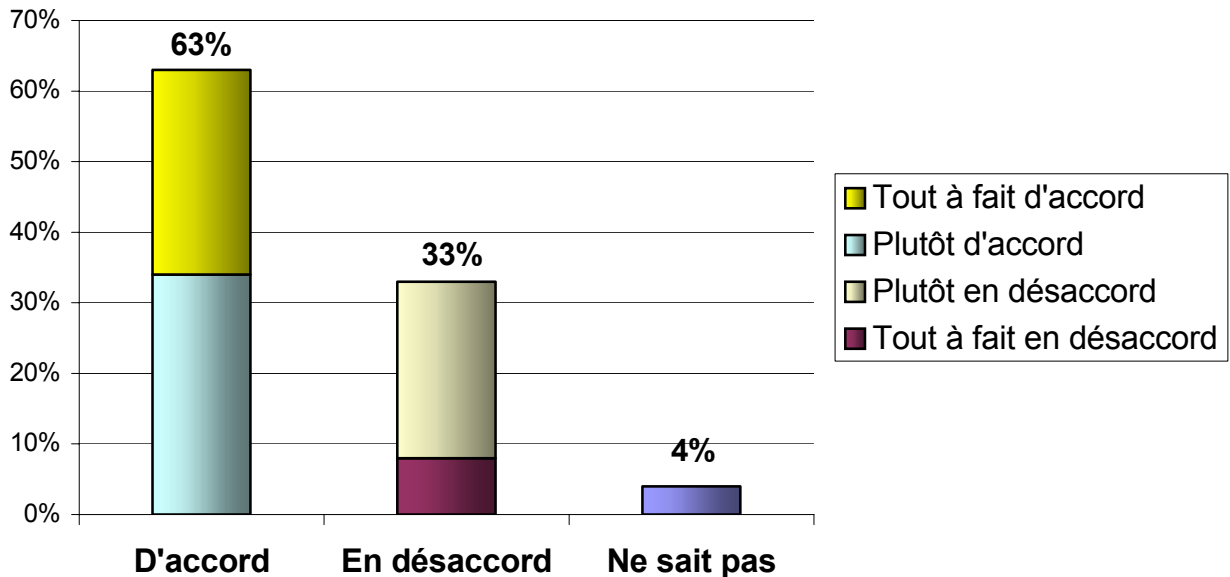


Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- Cette question, posée seulement aux gens qui travaillaient ou étaient à la retraite au moment du sondage, montre que, malgré les baisses d'impôt des dernières années, la majorité des répondants (58 %) sont plutôt d'avis que la portion de leur revenu qui va aux différents gouvernements a beaucoup augmenté (26 %) ou un peu augmenté (32 %).
- Les gens qui demeurent en dehors des régions métropolitaines de Montréal et de Québec se plaignent en plus forte proportion (65%) de la hausse de leurs impôts aux divers gouvernements.

TAILLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

La fonction publique occupe une portion trop importante du nombre d'emplois dans la province. Êtes-vous... avec cet énoncé ? (n=504)



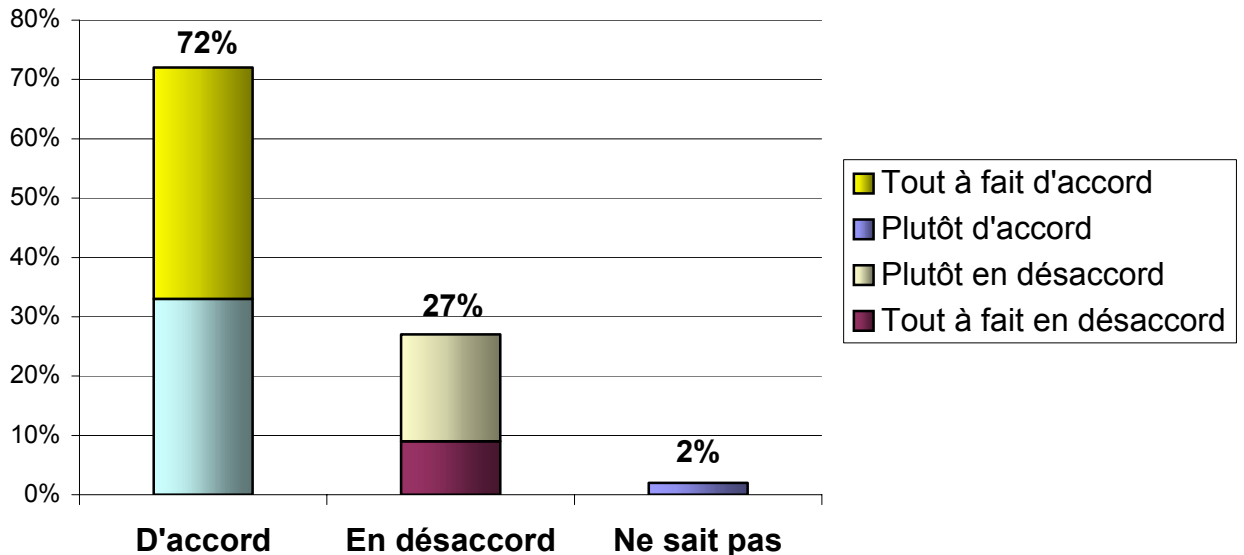
Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- Une majorité de Québécois (63%) estime que la taille de la fonction publique est trop importante. Plus du quart (29 %) des répondants sont tout à fait d'accord avec cette opinion et 34 % sont plutôt d'accord.
- Certains sous-groupes se disent davantage en accord avec cette affirmation :
 - les gens qui travaillent dans le privé (68%);
 - les travailleurs qui ne font pas partie d'un syndicat (68 %);
 - les non-francophones (71 %);
 - les hommes (65 %).

Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, une majorité non négligeable des employés des secteurs public et para public appuient l'idée que la fonction publique occupe une trop large part du marché de l'emploi au Québec.

IMPÔTS ET EXODE DE LA MAIN-D'ŒUVRE

La lourdeur des taxes et impôts risque d'inciter la main-d'oeuvre qualifiée à quitter le Québec. Êtes-vous... avec cet énoncé ? (n=504)

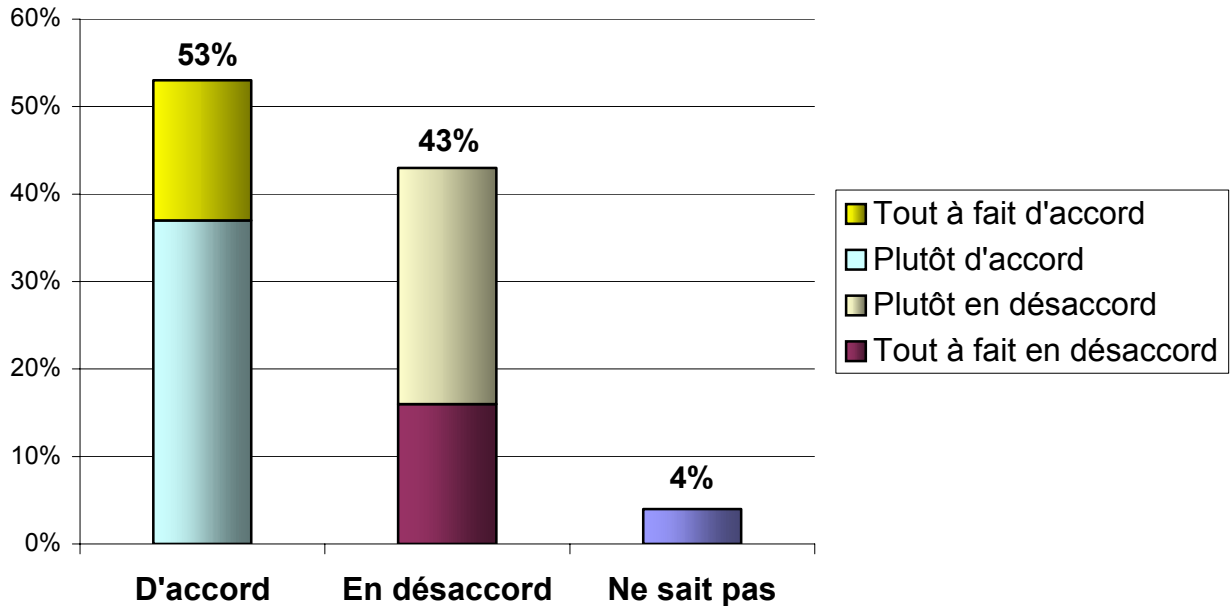


Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- Près des trois quarts des Québécois (72%) sont tout à fait d'accord (39 %) ou plutôt d'accord (33 %) pour dire que la lourdeur des taxes et impôts risque d'inciter la main-d'œuvre qualifiée à quitter le Québec.
- On note un appui encore plus fort chez ceux qui ont un revenu familial plus élevé (77 % sont tout à fait d'accord).
- Les 65 ans et plus appuient seulement à 50% l'affirmation du fardeau fiscal et de l'exode possible de la main-d'œuvre qualifiée (comparativement à 76% à 82% dans les catégories d'âge de 64 ans et moins).

FARDEAU FISCAL ET SERVICES PUBLICS

La qualité des services publics justifie le fardeau fiscal des particuliers. Êtes-vous... avec cet énoncé ? (n=504)



Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- Une opinion publique partagée même si une légère majorité (53 %) est tout à fait d'accord (16 %) ou plutôt d'accord (37 %) avec l'énoncé.
- On constate que les personnes plus scolarisées sont majoritairement en désaccord avec l'énoncé (52 %).
- Il y a un clivage très net entre les gens dont le revenu familial est de 50 000 \$ et plus ou de moins de 50 000 \$; en effet, les premiers appuient l'affirmation à 55% alors que les deuxièmes l'appuient à 48%.
- Il n'y a pas de différence entre les travailleurs du public et du privé sur la question (appui de 57% dans les deux cas); ce sont plutôt les travailleurs autonomes qui se distinguent avec un appui minoritaire de 44%. Compte tenu de l'importance grandissante du travail autonome dans l'économie des années 2000, on peut penser que les pressions sur les gouvernements pour gérer de manière plus efficace seront aussi grandissantes.

CRÉATION D'EMPLOIS AU QUÉBEC

Dites-moi si chacun des phénomènes suivants nuit beaucoup, assez, peu ou pas du tout à la création d'emplois au Québec ?

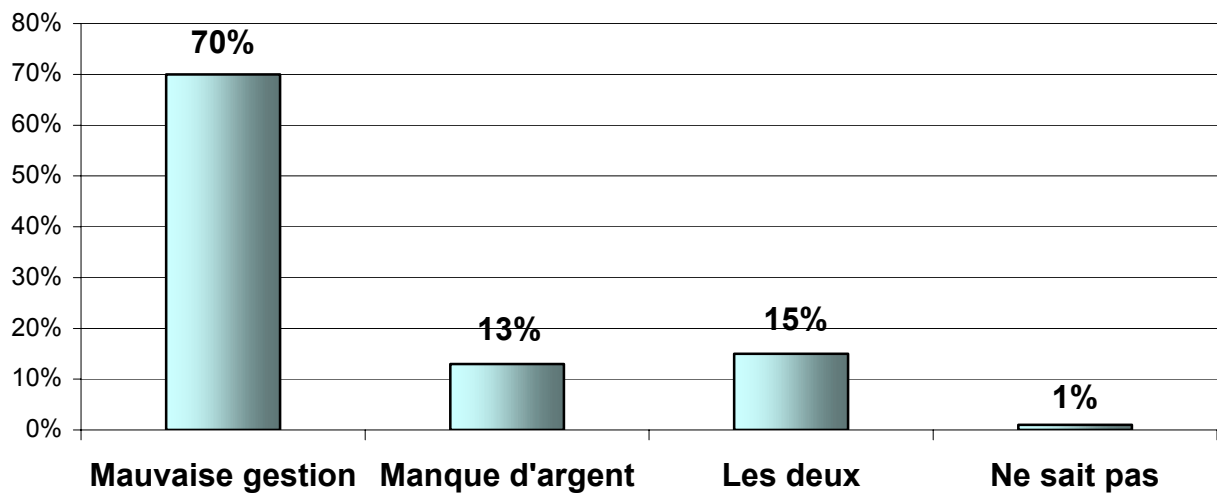
	Ensemble des répondants (n=504)				
	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout	Nsp
La lourdeur des lois et des règlements que les entreprises doivent supporter pour opérer au Québec	40 %	19 %	26 %	11 %	4 %
Les fusions d'entreprise	30 %	23 %	26 %	18 %	4 %
L'attitude des syndicats	24 %	19 %	33 %	18 %	5 %
La mondialisation de l'économie	22 %	23 %	30 %	20 %	3 %

Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- La lourdeur des lois et des règlements que les entreprises doivent supporter pour opérer au Québec serait, selon les répondants, l'élément qui nuit le plus à la création d'emplois au Québec.
 - La mondialisation de l'économie, dont on entend beaucoup parler, n'est pas perçue comme le frein le plus important à la création d'emplois au Québec.
 - Pour chacun des phénomènes, au moins 43 % des Québécois jugent qu'il nuit beaucoup ou assez à la création d'emplois.
 - On constate certaines différences significatives selon les sous-groupes :
 - alors que 25 % des francophones jugent que **la mondialisation de l'économie** nuit beaucoup à la création d'emplois, cette proportion est de 13 % chez les gens plus scolarisés;
 - alors que 31 % des Québécois âgés de 45 à 54 ans pensent que **l'attitude des syndicats** nuit beaucoup à la création d'emplois, cette proportion est de 16 % chez les 18 à 34 ans;
 - les personnes plus scolarisées (31 %) et les 18 à 34 ans (33 %) sont moins d'avis que la lourdeur des lois et des règlements que les entreprises doivent supporter nuit à la création d'emplois.
-

SANTÉ, MANQUE D'ARGENT OU MAUVAISE GESTION ?

Selon vous, les problèmes que rencontre le Québec dans le domaine de la santé sont-ils dûs à un manque d'argent ou à une mauvaise gestion ? (n=504)



Source : Sondages BAROMÈTRE inc.

- Un verdict on ne peut plus clair, particulièrement chez les femmes où 78 % des répondantes pensent que les problèmes dans le domaine de la santé sont liés d'abord à une mauvaise gestion. 62% des hommes sont de cet avis.